

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2013/00483]

4 JUILLET 2013. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de votre Majesté, modifie le chapitre *Iquater* de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 dans le sens où, d'une part, il répond à l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne et, d'autre part, à la décision du Ministre de l'Emploi de soumettre les Croates qui veulent travailler comme salariés dans le Royaume à des mesures transitoires.

Dans le cadre des modifications proposées, les Croates économiquement actifs - à l'exception des travailleurs indépendants - doivent prouver qu'ils sont admis sur le marché de l'emploi, conformément à l'arrêté royal du 9 juin portant exécution de la loi du 9 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, pour bénéficier de tous les droits liés au séjour qui découlent de la Directive 2004/38/CE et de sa transposition en droit belge.

Par conséquent, les Croates seront traités comme les Bulgares et les Roumains, à la différence que les mesures transitoires à l'égard de ces derniers prendront fin plus tôt.

Commentaire article par article

Article 1^{er}

Etant donné qu'à l'heure actuelle, seuls trois Etats membres sont encore soumis à des mesures transitoires, l'intitulé du chapitre *Iquater* est adapté à cette situation par l'ajout de la Croatie et la suppression des autres Etats membres.

Article 2

A la suite de cette modification, à l'instar des ressortissants bulgares et roumains, les ressortissants croates qui veulent travailler comme salariés doivent apporter la preuve qu'ils ont été admis sur le marché du travail en étant titulaires d'un permis de travail B conformément à l'arrêté du 9 juin 1999.

Article 3

Conformément à l'annexe V de l'Acte d'adhésion de la République de Croatie, les Etats membres peuvent imposer des mesures transitoires pour une première période de deux ans à compter de l'adhésion, soit le 1^{er} juillet 2013. L'article 3 prévoit dès lors que les mesures de transition à l'égard des ressortissants croates prendront fin le 1^{er} juillet 2015. Etant donné que la Bulgarie et la Roumanie ont adhéré beaucoup plus tôt à l'Union européenne et qu'il sera mis fin à la période de sept ans de mesures transitoires le 31 décembre 2013, l'article modifié précise que les mesures transitoires à l'égard des ressortissants bulgares et roumains prendront fin le 1^{er} janvier 2014.

Article 4

Etant donné que la Croatie va adhérer à l'UE le 1^{er} juillet 2013, l'article prévoit que les dispositions entreront en vigueur à cette date.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

De Votre Majesté,
Le très respectueux
et très fidèle serviteur,

La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

La secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,
Mme M. DE BLOCK

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2013/00483]

4 JULI 2013. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van besluit waarvan wij de eer hebben het ter ondertekening aan Uwe Majesteit voor te leggen, wijzigt het hoofdstuk *Iquater* van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 in de zin dat het tegemoet komt enerzijds aan de toetreding van Kroatië tot de Europese Unie en anderzijds aan de beslissing van de Minister van Werk om Kroaten die in het Rijk arbeid in loondienst willen verrichten, te onderwerpen aan overgangsmaatregelen.

Met vooropgestelde wijziging zullen economisch actieve Kroaten - uitzonderd zelfstandigen - moeten aantonen dat zij overeenkomstig het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, toegelaten zijn tot de arbeidsmarkt om op verblijfsrechtelijk gebied alle rechten te genieten die voortvloeien uit de Richtlijn 2004/38/EG en haar omzetting in Belgisch recht.

Kroaten zullen bijgevolg net zoals Bulgaren en Roemenen behandeld worden al zullen de overgangsmaatregelen ten aanzien van de Bulgaren en Roemenen evenwel vroeger ophouden te bestaan.

Artikelsgewijze commentaar

Artikel 1

Aangezien momenteel alleen nog drie lidstaten onderworpen zijn aan overgangsmaatregelen, wordt het opschrift van hoofdstuk *Iquater* aangepast aan deze situatie door Kroatië eraan toe te voegen en de overige lidstaten eruit weg te laten.

Artikel 2

Door deze wijziging zullen, onderdanen van Kroatië die arbeid in loondienst willen verrichten, net zoals onderdanen uit Bulgarije en Roemenië, voor de erkenning voor hun recht op verblijf, moeten aantonen dat zij werden toegelaten tot de arbeidsmarkt door te bewijzen dat zij in het bezit zijn van een arbeidskaart B overeenkomstig het koninklijk besluit van 9 juni 1999.

Artikel 3

Conform de bijlage V bij de Toetredingsakte van de Republiek Kroatië kunnen lidstaten overgangsmaatregelen opleggen voor een eerste periode van twee jaar te rekenen vanaf de datum van toetreding, zijnde 1 juli 2013. Bijgevolg wordt bepaald in artikel 3 dat de overgangsmaatregelen ten aanzien van onderdanen van Kroatië ophouden te bestaan op 1 juli 2015. Vermits Bulgarije en Roemenië veel vroeger zijn toetreden tot de Europese Unie en er op 31 december 2013 een einde komt aan de zevenjarige periode van overgangsmaatregelen, wordt in het gewijzigde artikel bepaald dat de overgangsmaatregelen ten aanzien van onderdanen van Bulgarije en Roemenië ophouden te bestaan op 1 januari 2014.

Artikel 4

Aangezien Kroatië op 1 juli 2013 zal toetreden tot de EU, wordt bepaald in dit artikel dat de bepalingen uiterlijk op die datum in werking zullen treden.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

Van Uwe Majesteit,
De zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM,

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,
Mevr. M. DE BLOCK

CONSEIL D'ETAT
section de législation

Avis 53.442/4 du 17 juin 2013 sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers'

Le 29 mai 2013, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, adjointe à la Ministre de la Justice à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 17 juin 2013. La chambre était composée de Pierre Liénardy, président de chambre, Jacques Jaumotte et Bernard Blero, conseillers d'Etat, Yves De Cordt et Christian Behrendt, assessseurs, et Colette Gigot, greffier.

Le rapport a été présenté par Laurence Vancrayebeck, auditeur.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 17 juin 2013.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle l'observation suivante.

Dans l'article 69^{sexies} en projet (article 2 du projet), il y a lieu de prévoir également l'insertion du mot « croate, » entre les mots « le travailleur salarié » et les mots « bulgare ou roumain ».

Le greffier,
C. GIGOT

Le président,
P. LIENARDY

4 JUILLET 2013. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 17 février 2013 portant assentiment du Traité entre le Royaume de Belgique, la République de Bulgarie, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le grand-duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la Roumanie, la République de Slovaquie, la République slovaque, la République de Finlande, le Royaume de Suède, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et la République de Croatie relatif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne et à l'Acte final, faits à Bruxelles le 9 décembre 2011;

Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, l'article 42, § 4, alinéa 1^{er}, remplacé par la loi du 25 avril 2007;

Vu l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

Vu l'avis n° 53.442/4 du Conseil d'Etat donné le 17 juin 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Justice et de la Secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'intitulé du chapitre *Iquater* du titre II de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, inséré par l'arrêté royal du 25 avril 2004 et modifié par l'arrêté royal du 20 décembre 2006, les mots « estoniens,

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

Advies 53.442/4 van 17 juni 2013 over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen'

Op 29 mei 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, toegevoegd aan de Minister van Justitie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 17 juni 2013. De kamer was samengesteld uit Pierre Liénardy, kamervoorzitter, Jacques Jaumotte en Bernard Blero, staatsraden, Yves De Cordt en Chrisitan Behrendt, assessoren, en Colette Gigot, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Laurence Vancrayebeck, auditeur.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 17 juni 2013.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handelingen en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerking.

In het ontwerpen artikel 69^{sexies} (artikel 2 van het ontwerp) dient ook het woord « Kroatische », tussen het woord « de » en de woorden « Bulgaars of Roemeense werknemer » te worden ingevoegd.

De griffier,
C. GIGOT

De voorzitter,
P. LIENARDY

4 JULI 2013. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 17 februari 2013 houdende instemming met het Verdrag tussen het Koninkrijk België, de Republiek Bulgarije, de Tsjechische Republiek, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, de Republiek Estland, de Helleense Republiek, het Koninkrijk Spanje, de Franse Republiek, Ierland, de Italiaanse Republiek, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, het Groothertogdom Luxemburg, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, het Koninkrijk der Nederlanden, de Republiek Oostenrijk, de Republiek Polen, de Portugese Republiek, Roemenië, de Republiek Slovenië, de Slowaakse Republiek, de Republiek Finland, het Koninkrijk Zweden, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland (lidstaten van de Europese Unie), en de Republiek Kroatië betreffende de toetreding van de Republiek Kroatië tot de Europese Unie, en de Slotakte, gedaan te Brussel op 9 december 2011;

Gelet op de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, artikel 42, § 4, eerste lid, vervangen bij de wet van 25 april 2007;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

Gelet op advies nr. 53.442/4 van de Raad van State, gegeven op 17 juni 2013, krachtens artikel 84, §1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordacht van de Minister van Justitie en van de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het opschrift van hoofdstuk *Iquater* van titel II van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 april 2004 en

hongrois, lettons, lituaniens, polonais, slovaques, slovènes, tchèques, » sont remplacés par le mot « croates, ».

Art. 2. Dans l'article 69*sexies* du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 25 avril 2004 et remplacé par l'arrêté royal du 8 janvier 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « croates, » est inséré entre le mot « ressortissants » et les mots « bulgares et roumains »;

2° le mot « croate, » est inséré entre les mots « le travailleurs salarié » et les mots « bulgare ou roumain ».

Art. 3. L'article 69*septies* du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 25 avril 2004 et remplacé par l'arrêté royal du 8 janvier 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 69*septies*. Les dispositions du présent chapitre cessent d'être en vigueur le 1^{er} janvier 2014 en ce qui concerne les ressortissants bulgares et roumains et le 1^{er} juillet 2015 en ce qui concerne les ressortissants croates. »

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 2013.

Art. 5. Le ministre qui a l'Accès au territoire, le Séjour, l'Etablissement et l'Eloignement des étrangers dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 juillet 2013.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

La Secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration
Mme M. DE BLOCK

gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 december 2006 worden de woorden « Estland, Hongarije, Letland, Litouwen, Polen, Slovenië, Slowakije, Tsjechië, » vervangen door het woord « Kroatië, ».

Art. 2. In artikel 69*sexies* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 april 2004 en vervangen bij het koninklijk besluit van 8 januari 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord « Kroatië, » wordt ingevoegd tussen de woorden « onderdanen van » en de woorden « Bulgarije en Roemenië »;

2° het woord « Kroatische, » wordt ingevoegd tussen de woorden « document dat de » en de woorden « Bulgarse of Roemeense ».

Art. 3. Artikel 69*septies* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 april 2004 en vervangen bij het koninklijk besluit van 8 januari 2012 wordt vervangen als volgt :

« Art. 69*septies*. De bepalingen van dit hoofdstuk houden op van kracht te zijn op 1 januari 2014 voor wat betreft onderdanen van Bulgarije en Roemenië en op 1 juli 2015 voor wat betreft onderdanen van Kroatië. »

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2013.

Art. 5. De minister die bevoegd is voor de Toegang tot het Grondgebied, het Verblijf, de Vestiging en de Verwijdering van Vreemdelingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, op 4 juli 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,
Mevr. M. DE BLOCK